



Au lycée, les indices de position sociale révèlent l'ampleur du « tri social » entre les voies générale et professionnelle

La publication des IPS des lycées confirme que les jeunes issus des catégories populaires sont davantage orientés vers les filières professionnelles. Au lycée professionnel Jean-Perrin de Saint-Cyr-l'École (Yvelines), le 2 juin 2020. ANNE-CHRISTINE POUJOULAT / AFP

Dans les salles des profs, on appelle cela le « tri social ». L'expression désigne l'orientation des élèves des catégories populaires vers les filières les moins prestigieuses du système éducatif.

Ce phénomène, dénoncé depuis de nombreuses années dans les rangs syndicaux, apparaît de manière éclatante avec l'analyse des indices de position sociale (IPS) des lycées, que l'éducation nationale vient de mettre en ligne en donnée ouverte. Cet outil statistique, élaboré par l'éducation nationale en 2016, permet de déterminer le profil social d'un établissement, en faisant la moyenne de l'IPS de tous ses élèves.

La publication des IPS révèle la surreprésentation des catégories populaires dans les lycées professionnels, dont l'IPS moyen est de 88 (pour une moyenne nationale à 102 sur l'ensemble des établissements), selon les calculs réalisés par Le Monde . A l'inverse, les élèves les plus privilégiés sont concentrés dans les lycées généraux et technologiques, dont l'IPS moyen est de 118, soit 16 points au-dessus de la moyenne nationale. Les lycées polyvalents, qui regroupent des élèves des voies professionnelles, générales et technologiques, ont un IPS proche de la moyenne des lycées français, à 101,7.

Selon nos calculs, 84,2 % des lycées généraux et technologiques ont un IPS supérieur à la moyenne, tandis que 93,4 % des lycées professionnels ont un IPS inférieur à la moyenne nationale de tous les établissements.

Types d'établissements et secteurs publics et privés : deux marqueurs structurants du niveau social des lycées

Classement des lycées selon leur indice de positionnement social (IPS) et leur secteur :

Public Privé sous contrat

Chaque ligne de ce graphique représente un lycée, public ou privé sous contrat, classé selon le type d'établissement et son indice de positionnement social, par ordre croissant. Vers la gauche, ceux dont l'IPS est inférieur à la moyenne des lycées français (103,91), à droite au-dessus. Données concernant l'année scolaire 2021-2022.

Sélectionnez une académie

Ensemble

Aix-Marseille

Amiens

Besançon

Bordeaux

Clermont-Ferrand

Corse

Créteil

Dijon

Grenoble

Guadeloupe

Guyane

La Réunion

Lille

Lyon

Martinique

Mayotte

Montpellier

Nancy-Metz





Nantes
Nice
Normandie
Orléans-Tours
Paris
Poitiers
Reims
Rennes
Strasbourg
Toulouse
Versailles
Généraux et technologiques
Polyvalents
Professionnels



Source : Ministère de l'éducation nationale

Plusieurs choses expliquent ce déséquilibre. D'abord une donnée bien connue : l'incapacité du système français à résorber les inégalités de départ, qui fait que les enfants les plus pauvres ont aussi de moindres chances d'être performants sur le plan scolaire. Ensuite, la dévalorisation de la voie professionnelle, à l'exception de quelques filières prestigieuses, comme les métiers de bouche.

Biais à la défaveur des élèves issus des catégories populaires

« Le collège unique, qui est par ailleurs le dernier creuset commun de tous nos jeunes, dévalorise l'intelligence de la main, par opposition à l'académique , dénonce Pascal Vivier, secrétaire général du SNETAA-FO. Nos métiers sont mal présentés aux élèves, qui subissent leur orientation comme une forme de punition après de mauvais résultats. »

Cette mauvaise image tient aussi au fait que l'évolution salariale en France est fortement corrélée au diplôme. « Dans les pays anglo-saxons, vous pouvez entrer comme ouvrier et progresser dans l'entreprise » , rappelle Vincent Troger, maître de conférences honoraire en sciences de l'éducation.

En outre, il existe bel et bien un biais à la défaveur des élèves issus des catégories populaires. En 2014, les chercheuses Nina Guyon et Elise Huillery ont démontré que, à niveau scolaire comparable, les élèves d'origine populaire ont une probabilité 93 % plus élevée d'être orientés en bac pro, et 169 % plus élevée d'être orientés en CAP.

« Devant la décision d'une orientation en fin de troisième, les parents les plus favorisés vont contester la décision , pointe Prisca Kergoat, professeure à l'université Toulouse-Jean-Jaurès. A l'inverse, les familles précaires auront tendance à faire confiance, ou bien auront peur de protester. » De même, un élève au niveau scolaire « limite », s'il est soutenu par sa famille – y compris par le recours aux cours particuliers – se verra plus facilement accorder un passage en seconde générale.

« Un séparatisme est à l'œuvre »

Ces « stratégies de contournement » se voient également à travers les quelques lycées professionnels plus favorisés que la moyenne : seuls cinq des cinquante lycées professionnels aux IPS les plus élevés sont publics, quarante-cinq sont privés. « Confrontées à une orientation vers le pro, les familles plus aisées vont tout faire pour éviter le lycée public » , décrypte Sigrid Gerardin, secrétaire générale du SNUEP-FSU.

La concentration des élèves les plus défavorisés dans les mêmes lycées semble également être sous-tendue par des choix qui tiennent compte, sans doute, de la sociologie des villes et des quartiers : dans les lycées polyvalents, les élèves des filières générales ont un IPS moyen moins élevé (108,1) que dans les lycées généraux et technologiques, ce qui tend à démontrer que l'on implante ces classes dans des établissements intermédiaires, sans « mélanger » les plus favorisés – et les plus performants scolairement – avec les plus fragiles.

Ce constat pose néanmoins la question de la cohésion sociale. « Un séparatisme est à l'œuvre , dénonce ainsi Jean-Paul Delahaye, ancien directeur général de l'enseignement scolaire . Le système éducatif fonctionne par ordre, avec d'un côté une sorte de noblesse en lycée général, de l'autre le tiers Etat en lycée professionnel, et





même un clergé, l'enseignement privé sous contrat. Comment espérer vivre ensemble dans une société apaisée si on ne scolarise pas les élèves ensemble ? »

Les syndicats de la voie professionnelle notent par ailleurs que la publication des IPS survient au moment où le gouvernement prévoit une réforme de la voie professionnelle, et envisage d'augmenter de 50 % le temps passé en stage. « La réforme à venir va forcément impacter le temps passé dans les lycées professionnels , s'inquiète Sigrid Gérardin. On ne pourra plus jouer notre rôle social, dont on voit bien avec la publication des IPS à quel point il est essentiel. »

